

De l'importance d'une Europe fédérale

DOMENICO ROSSETTI DI VALDALBERO

Secrétaire général de l'Union des fédéralistes européens (UEF)

Selon Umberto Eco, les problèmes des hommes proviennent d'incompréhensions de langage ou de malentendus sur des termes. Le mot «fédéralisme» confirme cette thèse. En Belgique, le fédéralisme est associé dans l'inconscient collectif à l'idée de désunion, de séparation. D'État unitaire, le pays est devenu un État fédéral composé de régions et de communautés tantôt enchevêtrées, tantôt faisant chacune cavalier seul. En Italie ou en Espagne, le fédéralisme est synonyme de régionalisme, d'autonomie locale et de respect des langues différentes. Pour un Anglais, le fédéralisme européen signifie «ultra-centralisation de Bruxelles» alors que pour un Français, ce terme sera connoté comme «anti-jacobin» ou «anti-parisien».

L'oxymoron de «Fédération d'États Nations» de Jacques Delors avait l'avantage d'offrir un large consensus mais l'inconvénient de troubler les esprits sur ce que pouvait être une «Europe fédérale». Les Allemands et les Autrichiens connaissent et vivent le fédéralisme. Ils ont la perception la plus correcte du sens qu'aurait un fédéralisme européen coopératif et émancipateur.

Robert Schuman, imbibé tant de culture française que germanique, écrivait dans sa Déclaration du 9 mai 1950: «La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne (...).» Le terme même de Haute autorité de la première communauté (CECA) en disait long sur la vision intégrationniste de Schuman.

Dans une Europe fédérale, les États n'abandonnent pas leur souveraineté, ils en délèguent une partie par choix ou par nécessité. Les raisons sont souvent liées à l'efficacité ou à la prise de conscience que l'union fait la force. Aucun fédéraliste européen ne veut déposséder les États de leurs compétences, budgets, identités, langues et cultures; mais ne disposer que d'1% du revenu des 28 États membres au niveau européen n'a pas de sens si l'Europe veut compter dans un monde menacé par plusieurs volontés hégémoniques.

Un front uni

En matière commerciale, la preuve est faite depuis le Kennedy Round des années 1960 que l'Europe unie défend mieux ses intérêts. Que pèseraient aujourd'hui 28 (petits) pays se présentant en ordre dispersé face à

la Chine? La Commission européenne, plus qu'une administration nationale, est évidemment mieux placée pour assurer la protection de la vie privée par Google, Facebook ou Amazon. La crise financière de 2008 a montré que l'Euro a été bien plus résilient que ne l'auraient été les francs français ou belges, la lire ou même le Deutsche Mark. Pour lutter contre le changement climatique, l'Union montre la voie de la transition énergétique et environnementale.

Quand l'Europe ne prend pas l'initiative, n'anticipe pas, n'est pas ambitieuse et solidaire, elle tombe sous les coups de boutoir des nationalistes et des populistes. C'est ce qui est arrivé avec les flux migratoires de 2014-2015 qui ont ouvert un boulevard aux Farage, Le Pen, Orban et Salvini. Ce qui s'est construit pas à pas par la raison peut se détricoter en quelques mois par l'émotion, la nostalgie malsaine du passé et les fausses vérités.

Les choix de l'Europe, du progrès et de l'ouverture sont gagnants, qu'il s'agisse de l'espérance de vie, de la santé, de la durabilité ou de la richesse par habitant. Les quatre libertés fondamentales, le respect de l'État de droit, le marché intérieur ainsi que les politiques de cohésion économique et sociale ont fait leur preuve. Un exemple concret: en 1989, la Pologne et l'Ukraine avaient des indicateurs semblables en termes de PIB par habitant et d'espérance de vie. Trente ans plus tard, il n'y a plus photo.

Le besoin de protection

Les citoyens et les entreprises ont besoin de protection face à l'arbitraire politique. La peur est mauvaise conseillère. Quand l'Europe n'avance pas, elle recule. Cette fois, il s'agit de franchir une étape et passer au stade de Fédération européenne. À l'opposé de ce que prétendent les xénophobes, la mondialisation est une réalité: internet et les médias sociaux sont omniprésents et sans frontières, les enjeux climatiques ne peuvent se résoudre qu'à l'échelle planétaire et les biens et services continueront de circuler entre pays et continents. Tout pays qui se ferme est voué au déclin.

Parions sur la confiance en l'autre, sur l'harmonie entre les États membres et sur la construction d'un avenir commun. Fédérons sous le même toit européen les États et surtout, les femmes et les hommes convaincus qu'on peut faire partie d'un tout sans perdre sa propre identité. En vue des élections européennes de mai 2019 et à l'heure de l'émergence d'une «Internationale du repli sur soi», une Europe fédérale est plus urgente que jamais.

Article cosigné par Jean Marsia, Jean-Louis van de Wouwer, Paul Frix, Michele Ciavarini Azzi, Bogdan Birnbaum, Franklin Kimbimbi, Robert Verschooten, Nezka Figgelj, Salvatore Rossetti di Valdalbero, Matteo Groff, Karel Hagenaar, Christian De Bruyne, Monica Tiberi, Marc Bromberg, Thomas van Mele, Pascale Rozier, Bettina Tulkens, Neil Thomson, Alexandre Marin et Anne-Marie von Puttkamer.

Quand l'Europe ne prend pas l'initiative, n'anticipe pas, n'est pas ambitieuse et solidaire, elle tombe sous les coups de boutoir des nationalistes et des populistes.